

CA1
VA1
20002

Government
Publications

3 1761 116351974

VA-2-80-DP
AAC-2-80-DT

May 14, 1980
le 14 mai 1980

Discussion Paper No. 2
Document de travail

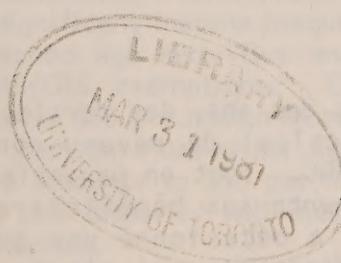
Entent Issues
Veterans Allowances

Civilian War Allowances

ts traités
cations aux anciens combattants

cations de guerre pour les civils

Minister of Veterans Affairs
Ministre des Affaires des anciens combattants



CAI
VAI
-80D02

Government
Publications

VA-2-80-DP
AAC-2-80-DT

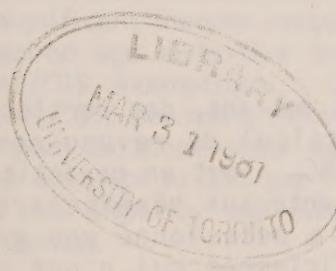
May 14, 1980
le 14 mai 1980

Discussion Paper No. 2
Document de travail

Current Issues
War Veterans Allowances
and
Civilian War Allowances

Points traités
Allocations aux anciens combattants
et
Allocations de guerre pour les civils

Minister of Veterans Affairs
Ministre des Affaires des anciens combattants



Points traités
Allocations aux anciens combattants et
Allocations de guerre pour les civils

- 2 -

OBJET

1. Le présent document étudie une injustice majeure relative au revenu qui est contenue dans la Loi sur les allocations aux anciens combattants et la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils (AAC/AGC). Cette injustice découle de l'exemption de certaines parties des prestations de Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti (SV/SRG) qui sont versées aux bénéficiaires d'AAC/AGC âgés de plus de soixante-cinq ans, d'où le versement de prestations moins élevées aux bénéficiaires de moins de soixante-cinq ans.

L'annexe "A" traite de disparités, d'injustices et d'imperfections administratives moins graves.

HISTORIQUE

2. Au cours de l'étude des lois sur les AAC/AGC, entreprise par le Ministère il y a environ deux ans à la demande du ministre des Affaires des anciens combattants, la priorité a été accordée aux bénéficiaires d'AAC/AGC défavorisés, de moins de soixante-cinq ans, dont le niveau de prestations de base, outre les rajustements consécutifs à la hausse de l'indice des prix à la consommation, n'a pas changé depuis 1973. Les bénéficiaires de plus de 65 ans, par contre, ont bénéficié d'importantes augmentations du revenu disponible grâce à l'exemption de certaines parties des prestations de soutien du revenu versées par le programme de SV/SRG. Afin de corriger cette injustice de revenu à l'intérieur du programme d'AAC/AGC, une étude a été menée de concert avec le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, dans le cadre de l'étude des lois, pour établir un barème rationnel des prestations d'AAC/AGC qui s'accorderait avec le programme de SV/SRG et serait donc conforme à la politique nationale de sécurité du revenu.

POINTS A L'ÉTUDE

3. Au cours des ans, des parties de prestations de SV/SRG ont été exclues du calcul du revenu non exempté à l'intérieur du programme d'AAC/AGC. Tout en garantissant une allocation d'ancien combattant permanente aux bénéficiaires de plus de soixante-cinq ans, ce procédé a occasionné une grande injustice de revenu à l'égard des bénéficiaires qui n'ont pas encore atteint l'âge de soixante-cinq ans et qui ne peuvent profiter des exemptions de SV/SRG. À l'heure actuelle, les bénéficiaires célibataires de plus de soixante-cinq ans reçoivent, comme prestations fédérales totales (SV/SRG + AAC/AGC), \$35 de plus par mois que ceux de moins de soixante-cinq ans; dans le cas des bénéficiaires mariés, la différence s'élève à \$50 par mois. À cause de la majoration prévue de \$35 des prestations du SRG, l'écart sera de \$70 par mois dans le cas des bénéficiaires célibataires et de \$85 par mois dans le cas des bénéficiaires mariés.

On estime qu'une telle anomalie au sein du programme d'AAC/AGC est inacceptable et que des mesures doivent être prises pour éliminer l'injustice relative au revenu grâce à un nouveau barème de prestations qui prévoirait des augmentations plus élevées pour les bénéficiaires de moins de soixante-cinq ans qui ne sont pas encore admissibles aux prestations de SV/SRG.

Pour résoudre le problème, on pourrait verser les prestations d'AAC/AGC à titre de complément des paiements de SV/SRG et supprimer toute exemption accordée en vertu de ce dernier

Current Issues
War Veterans Allowances and
Civilian War Allowances

- 3 -

OBJECT

1. This paper discusses a major income inequity in the War Veterans Allowance/Civilian War Allowance (WVA/CWA) legislation caused by the exemptions of portions of Old Age Security and Guaranteed Income Supplement (OAS/GIS) benefit payments made to WVA/CWA recipients who are over age sixty-five which result in lesser benefits being paid to recipients under sixty-five years of age.

Annex "A" discusses additional minor disparities, inequities and administrative defects.

BACKGROUND

2. The Departmental review of WVA/CWA legislation, commissioned by the Minister of Veterans Affairs some two years ago, gave priority attention to the disadvantaged WVA/CWA recipients under age sixty-five whose basic benefit level, apart from Consumer Price Index escalations, has remained unchanged since 1973. For recipients over age sixty-five, there has been significant increases in disposable income through exemptions of portions of the income support payments they receive from the OAS/GIS program. In seeking resolution of this income inequity within the WVA/CWA program, the legislative review included a joint study with the Department of National Health and Welfare directed toward the development of a rationalized WVA/CWA benefit structure which would be related to the OAS/GIS program and thus in harmony with national policy in the income security field.

THE ISSUE

3. Over the years portions of OAS/GIS benefit payments have been exempted as income assessment in the WVA/CWA program. While providing a continuing veterans' allowance to recipients over age sixty-five, this process has created a significant income inequity in relation to recipients who have not yet reached age sixty-five and are unable to realize the benefit of the OAS/GIS exemptions. Currently, single recipients over age sixty-five receive \$35 per month more in total federal benefits (OAS/GIS + WVA/CWA) than do those under age sixty-five; for married recipients the difference amounts to \$50 per month. With the anticipated \$35 increase in GIS, this disparity will increase to \$70 per month single and \$85 per month married.

It is considered that such an anomaly within the WVA/CWA program is unacceptable and steps must be taken to eliminate the income inequity through a new benefit structure which directs increased benefits to recipients below age sixty-five who are not yet eligible for OAS/GIS.

Resolution of the issue could be achieved by establishing WVA/CWA benefits as a top-up to the OAS/GIS program with no income exemptions of benefits provided through that program. This WVA/CWA ceiling would apply to the total WVA/CWA recipient population. Thus, those recipients under age sixty-five would receive income support through the WVA/CWA program; recipients over age sixty-five would receive income support primarily through the OAS/GIS program with a modest WVA/CWA supplement. Significantly, the WVA/CWA recipient population under age sixty-five is reaching that age and OAS/GIS eligibility at the rate of approximately 4,000 each year.

This resolution of the issue would achieve income equity; would direct increased benefits to the disadvantaged and most needy recipient population; would establish an interrelationship between the WVA/CWA and OAS/GIS programs and would ensure continuing compensation for eligible veterans and their dependants in recognition of wartime service.

- 4 -

programme. Ce plafond d'AAC/AGC s'appliquerait à tous les bénéficiaires d'AAC/AGC sans exception. Ainsi, les bénéficiaires de moins de soixante-cinq ans toucheraient un soutien de revenu par le biais du programme d'AAC/AGC; ceux de plus de soixante-cinq ans recevraient leur soutien de revenu surtout du programme de SV/SRG et toucheraient un petit supplément d'AAC/AGC. Fait important à signaler, chaque année environ 4,000 bénéficiaires d'AAC/AGC de moins de soixante cinq ans atteignent cet âge et deviennent donc admissibles aux prestations de SV/SRG.

La solution proposée permettrait de rétablir l'équilibre de revenu, d'accorder des prestations plus élevées aux bénéficiaires défavorisés qui en ont le plus besoin, d'établir un rapport pertinent entre les programmes d'AAC/AGC et de SV/SRG, et de garantir une indemnisation permanente aux anciens combattants admissibles et aux personnes à leurs charge, en témoignage de leur service en temps de guerre.

SOLUTIONS DE REMPLACEMENT

4. Les solutions de remplacement ci-dessous sont présentées uniquement dans la perspective du règlement définitif de la question à l'étude. Le nouveau barème des prestations pourrait être établi en:

- (a) une seule étape, à compter du 1^{er} juillet 1980;
- (b) quatre étapes, dont la première commencerait le 1^{er} juillet 1980 et les trois autres, au début de chaque année financière jusqu'en 1983-1984;
- (c) sept étapes, dont la première commencerait le 1^{er} juillet 1980 et les six autres, au début de chaque année financière jusqu'en 1986-1987.

La solution (a), en vertu de laquelle toutes les exemptions de SV/SRG sont supprimées et les plafonds d'AAC/AGC augmentés du même montant, permet de réparer immédiatement les injustices contenues dans le programme au chapitre du revenu et d'établir sans délai un rapport pertinent entre les programmes de SV/SRG et d'AAC/AGC. L'étude menée conjointement par les deux ministères vise ce but. L'inconvénient de cette solution réside dans l'impact qu'aurait l'engagement de la totalité des dépenses pendant la première année financière.

Au cours de la première étape de la solution (b), les plafonds d'AAC/AGC seraient augmentés de \$35 par mois à partir du 1^{er} juillet 1980 afin d'éviter que l'injustice ne soit aggravée par l'augmentation de \$35 des prestations du SRG. Les trois autres étapes, qui seraient entreprises dans les années financières suivantes jusqu'en 1983-1984, consisteraient à augmenter le plafond d'AAC/AGC et à réduire en conséquence les exemptions de SV/SRG de \$20 en 1981, de \$15 en 1982 et, enfin, de \$15 en 1983, où les exemptions restantes à l'égard des taux d'AAC/AGC prévus pour les bénéficiaires mariés seraient éliminées. L'avantage de cette solution est la répartition des coûts sur quatre années financières. Quant aux inconvénients, les injustices que renferme le programme d'AAC/AGC se poursuivraient durant une assez longue période.

Au cours de la première étape de la solution (c), à compter du 1^{er} juillet 1980, l'augmentation mensuelle de \$35 des prestations du SRG serait exemptée et, par la même occasion, les plafonds d'AAC/AGC seraient augmentés de \$10 par mois pour les bénéficiaires célibataires et de \$12 par mois pour les bénéficiaires mariés. Durant les six autres étapes, échelonnées sur les années financières subséquentes jusqu'en 1986-1987, les plafonds d'AAC/AGC seraient augmentés de \$10 par mois pour les bénéficiaires célibataires et de \$12 par mois pour les bénéficiaires mariés en 1981-1982, 1982-1983, 1983-1984, 1984-1985 et 1985-1986, et enfin de \$10 par mois pour les bénéficiaires

- 5 -

ALTERNATIVES

4. Alternatives are considered exclusively in the context of the implementation of the ultimate resolution of this issue. The new benefit structure could be achieved in:

- (a) a single phase, effective July 1, 1980;
- (b) four phases, the first on July 1, 1980 and the remaining three phases at the beginning of each fiscal year through to 1983-84;
- (c) seven phases, the first on July 1, 1980 and the remaining six phases at the beginning of each fiscal year through to 1986-87.

Alternative (a), which discontinues all OAS/GIS exemptions and increases WVA/CWA ceilings by an identical amount, has the advantage of correcting, at once, the income inequities within the program and immediately establishing an appropriate interrelationship between the OAS/GIS and WVA/CWA programs. This has been a common objective of the Joint Study by the two Departments. The disadvantage of this alternative would be the impact of the full costs during the initial fiscal year.

In phase one of alternative (b), the WVA/CWA ceilings would be increased by \$35 per month effective July 1, 1980 to avoid increasing the inequity caused by the \$35 GIS increase. The remaining three phases would occur in the subsequent fiscal years through 1983-84, increasing the WVA/CWA ceiling, with corresponding decreases in OAS/GIS exemptions by \$20 in 1981, \$15 in 1982, and finally, \$15 in 1983, removing the remaining exemptions in the WVA/CWA married rate. The advantage of this alternative is the spreading of costs over four fiscal years. The disadvantage is the continuing of inequities in the WVA/CWA program for a substantially extended period.

In phase one of alternative (c), on July 1, 1980 the \$35 per month GIS increase would be exempted and concurrently WVA/CWA ceilings would be increased by \$10 per month for single recipients and \$12 per month for married recipients. The remaining six phases would occur in the subsequent fiscal years through 1986-87, increasing the WVA/CWA ceilings by \$10 per month for single recipients and by \$12 per month for married recipients in 1981-82, 1982-83, 1983-84, 1984-85, 1985-86, and finally, by \$10 per month for single recipients and by \$13 per month for married recipients in 1986-87. Each time the WVA/CWA ceilings are increased during this period, the OAS/GIS income exemptions would be decreased by an identical amount. The advantage of the alternative is that costs are spread over seven fiscal years. The main disadvantage is that existing inequities within the program would not be eliminated for seven years.

FINANCIAL CONSIDERATIONS

5. The total costs of resolution of this issue would be \$48,700,000. However, as any legislative amendments would not be effective prior to July 1, 1980, the date of the \$35 increase in GIS, costs for fiscal year 1980-81 have been modified in the tables below. All costs shown are also modified by known reductions in per capita costs as a larger percentage of recipients reach age sixty-five. For example, during the next several years not less than 4,000 recipients a year will become eligible for OAS/GIS. This means that the allowance paid to single recipients with no outside income will be reduced from about \$317 per month to about \$50 per month. In the case of married recipients, the reduction will be a maximum of about \$541 per month to a minimum of about \$32 per month.

- 6 -

célibataires et de \$13 par mois pour les bénéficiaires mariés en 1986-1987. Chaque fois que les plafonds d'AAC/AGC seraient augmentés durant cette période, les exemptions de prestations de SV/SRG seraient réduites du même montant. L'avantage de cette solution est la répartition des coûts sur sept années financières. Le principal inconvénient est que les injustices inhérentes au programme continueraient d'exister pendant sept ans.

CONSIDÉRATIONS FINANCIÈRES

5. La solution de ce problème coûterait au total \$48,700,000. Cependant, étant donné qu'aucun changement législatif n'entrerait en vigueur avant le 1^{er} juillet 1980, soit la date de l'augmentation de \$35 des prestations du SRG, les coûts pour l'année financière 1980-1981 ont été modifiés dans les tableaux ci-dessous. Tous les coûts indiqués englobent également la baisse connue des coûts par tête, qui se produira lorsqu'un plus grand nombre de bénéficiaires atteindront l'âge de soixante-cinq ans. Par exemple, au cours des prochaines années, 4,000 bénéficiaires par année deviendront admissibles aux prestations de SV/SRG. Cela signifie que l'allocation versée aux bénéficiaires célibataires qui n'ont pas d'autre revenu passera d'environ \$317 par mois à environ \$50 par mois. Dans le cas des bénéficiaires mariés, la réduction sera d'environ \$541 par mois, au maximum, et de \$32 par mois, au minimum.

Solution (a) 1 an

	<u>Dollars constants</u>	<u>Montants rajustés</u>
1980-1981	35,600,000	36,600,000
1981-1982	43,800,000	48,700,000
1982-1983	40,600,000	48,500,000
1983-1984	36,400,000	47,700,000
1984-1985	32,700,000	46,100,000

Solution (b) 4 ans

1980-1981	16,100,000	16,500,000
1981-1982	31,000,000	33,600,000
1982-1983	36,100,000	41,400,000
1983-1984	36,400,000	44,500,000
1984-1985	32,700,000	43,000,000

Solution (c) 7 ans

1980-1981	5,000,000	5,200,000
1981-1982	12,400,000	13,300,000
1982-1983	17,100,000	19,200,000
1983-1984	20,700,000	24,200,000
1984-1985	23,200,000	28,100,000

Ces coûts ne peuvent être payés à même les affectations actuellement prévues au crédit 5 "Services aux anciens combattants", lequel réunit les ressources financières d'AAC/AGC, en 1980-1981, ni à même le budget "A" des programmes existants pour les années subséquentes.

RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

6. Le point traité dans le présent document n'a aucune portée fédérale-provinciale, car le programme d'AAC/AGC relève exclusivement de la compétence fédérale.

- 7 -

Alternative (a) 1 Year

	<u>Constant \$</u>	<u>Escalated</u>
1980-81	35,600,000	36,600,000
1981-82	43,800,000	48,700,000
1982-83	40,600,000	48,500,000
1983-84	36,400,000	47,700,000
1984-85	32,700,000	46,100,000

Alternative (b) 4 Years

1980-81	16,100,000	16,500,000
1981-82	31,000,000	33,600,000
1982-83	36,100,000	41,400,000
1983-84	36,400,000	44,500,000
1984-85	32,700,000	43,000,000

Alternative (c) 7 Years

1980-81	5,000,000	5,200,000
1981-82	12,400,000	13,300,000
1982-83	17,100,000	19,200,000
1983-84	20,700,000	24,200,000
1984-85	23,200,000	28,100,000

These costs cannot be met out of current allocations in Vote 5 "Veterans Services", which incorporates financial provisions for WVA/CWA, in 1980-81, nor within the "A" budget for existing programs for subsequent years.

FEDERAL-PROVINCIAL RELATIONS CONSIDERATIONS

6. There is no federal-provincial consideration within the issue discussed in this paper, the WVA/CWA program being exclusively a federal matter.

OTHER CONSIDERATIONS

7. WVA/CWA recipients (other than orphans), are without exception, in receipt of the allowance because of aging or ill health or both.

Phasing in the resolution of this issue (alternatives (b) and (c) above), could be seen as an expenditure reduction at the expense of some recipients who because of high mortality rates, are unlikely to realize the full advantage of the improved benefit structure. This would be the first instance in which this approach has been adopted in the field of veterans' legislation in Canada.

INTERDEPARTMENTAL CONSULTATION

8. Privy Council, Treasury Board Secretariat, Department of Finance and Department of National Health and Welfare officials have been informed of the issue under consideration.

RECAPITULATION

9. This paper has identified a major inequity in the WVA/CWA program and has elaborated upon a method to resolve the same through the development of an appropriate interrelationship between the OAS/GIS program and the continuing compensation program inherent in WVA/CWA legislation.

1225-274

- 8 -

AUTRES CONSIDÉRATIONS

7. Les bénéficiaires d'AAC/AGC (sauf les orphelins) reçoivent tous l'allocation en raison de leur âge ou d'une mauvaise santé, ou les deux.

La résolution progressive du problème (solutions (b) et (c) ci-dessus) pourrait être considérée comme une réduction des dépenses au détriment de certains bénéficiaires qui, en raison du taux élevé de mortalité, ne pourront probablement pas profiter pleinement du barème de prestations amélioré. Ceci constituerait le premier cas de mise en oeuvre d'une telle méthode dans le domaine de la législation canadienne concernant les anciens combattants.

CONSULTATION INTERMINISTÉRIELLE

8. Les fonctionnaires du Conseil privé, du Secrétariat du Conseil du Trésor, du ministère des Finances et du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social ont été informés de la question à l'étude.

RÉCAPITULATION

9. Le présent document définit une injustice majeure que renferme le programme d'AAC/AGC et explique une méthode à employer pour la supprimer grâce à l'établissement d'un rapport pertinent entre le programme de SV/SRG et le programme d'indemnisation permanente qui est prévu dans les lois sur les AAC/AGC.



Ministre des Affaires
des anciens combattants

HISTORIQUE

1. La Loi sur les AAC a été adoptée en 1930 et la Partie XI de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, en 1952. Outre les changements de taux périodiques, ni l'une ni l'autre de ces lois n'a été assujettie à une révision majeure depuis lors. Le nouveau barème des prestations qui est décrit dans le corps du présent document de travail constitue le premier remaniement d'envergure à découler du réexamen des lois sur les AAC/AGC effectué par le Ministère. Les points additionnels ci-dessous mettent en lumière plusieurs injustices relatives à l'admissibilité, au statut et au revenu, et d'autres imperfections administratives des lois actuelles qui nécessitent des mesures de redressement.

POINTS À RÉGLER2 (1) Injustices relatives au revenu

(a) L'existence d'un barème distinct de taux et de plafonds à l'intérieur du programme d'AAC/AGC crée depuis longtemps une inégalité entre le revenu des bénéficiaires de plus de soixante-cinq ans et celui des bénéficiaires de moins de soixante-cinq ans. Cela constitue un déséquilibre entre le programme d'AAC/AGC et les autres régimes fédéraux de soutien du revenu. Bien que tous les bénéficiaires d'AAC/AGC de plus de soixante-cinq ans reçoivent nécessairement le montant maximal en raison de leur admissibilité aux prestations de SV/SRG, plus de 50% des bénéficiaires de moins de soixante-cinq ans ne tirent aucun revenu d'ailleurs et reçoivent donc seulement les prestations d'AAC/AGC.

Coût de la réforme: \$3,286,000 nets par année.

(b) Contrairement aux autres programmes fédéraux de soutien du revenu, le programme d'AAC/AGC ne verse pas d'allocations pour la totalité du mois du décès.

Coût de la réforme: \$320,000 par année.

(c) Le conjoint survivant qui n'avise pas le Ministère du décès de son conjoint dans les six mois qui suivent ce décès n'est pas admissible aux prestations spéciales consécutives à un décès qui sont versées pendant douze mois en vertu de la Loi.

Coût de la réforme: \$8,000 par année.

(d) Les bénéficiaires qui sont emprisonnés voient leur allocation suspendue après trente jours s'ils sont célibataires ou après douze mois s'ils ont des personnes à charge.

Coût de la réforme: \$20,000 par année.

(e) Les bénéficiaires qui sont hospitalisés voient leur allocation suspendue après trois mois s'ils n'ont pas de personnes à charge.

Coût de la réforme: \$380,000 nets par année.

(2) Injustices quant au statut

(a) L'ancien combattant qui touche une allocation d'ancien combattant (ou le civil admissible qui touche une allocation de guerre pour les civils) est admissible aux prestations consécutives à un décès, versées pendant douze mois, lorsque son enfant unique décède. Par contre, le conjoint survivant (veuf ou veuve) qui se trouve dans la même situation ne bénéficie pas d'avantage semblables.

Coût de la réforme: \$18,000 par année

BACKGROUND

I. The WVA Act was enacted in 1930 and Part XI of Civilian War Pensions and Allowances Act in 1952. Since then, neither of these Acts have been subjected to a major revision apart from periodic rate changes. The new benefit structure presented, in the main body of this Discussion Paper, represents the initial major change arising out of the departmental review of WVA/CWA legislation. The additional issues outlined below identify a number of eligibility, status and income inequities, plus other administrative defects in the current legislation which warrant corrective action.

THE ISSUES2.(1) Income Inequities

- (a) A long-standing inequity in the income of recipients over age sixty-five and those under that age, is the existence of a separate rate and ceiling in the WVA/CWA program. This constitutes an anomaly between WVA/CWA and other Federal income support programs. Although all WVA/CWA recipients over age sixty-five are guaranteed the ceiling due to their eligibility for OAS/GIS, more than 50% of recipients below age sixty-five have no outside income, thereby limiting their income to the WVA/CWA rates.

Cost to Correct: \$3,286,000 net annually

- (b) Contrary to other Federal income support programs, WVA/CWA does not pay allowances during the entire month of death.

Cost to Correct: \$320,000 annually

- (c) Unless a surviving spouse notifies the Department within six months of the date of death, they are ineligible for the special twelve months post-bereavement benefit provided for under the Act.

Cost to Correct: \$8,000 annually

- (d) The allowances of recipients who are imprisoned are suspended after thirty days for single recipients and after twelve months for recipients with dependants.

Cost to Correct: \$20,000 annually

- (e) The allowances of recipients who are hospitalized are suspended after three months, provided they are without dependants.

Cost to Correct: \$380,000 net annually

(2) Status Inequities

- (a) A veteran WVA recipient (or qualified civilian CWA recipient) whose only child dies, is eligible for the twelve months' post-bereavement benefit. A surviving widow(er) in the same circumstances is not extended similar benefits.

Cost to Correct: \$18,000 annually

- (b) The need of a parent to remain in the home to take care of dependent children is not accepted as being a handicap to self-maintenance.

Cost to Correct: \$530,000 annually

(b) Le fait qu'un parent doive rester à la maison pour prendre soin d'enfants à charge n'est pas considéré comme un obstacle à l'indépendance financière.

Coût de la réforme: \$530,000 par année.

(c) Les enfants âgés entre vingt et un et vingt-cinq ans, à l'égard desquels une allocation est versée, ne sont plus considérés comme des enfants à charge s'ils sont frappés d'une incapacité telle qu'ils ne peuvent plus poursuivre leurs études.

Coût de la réforme: \$14,000 par année.

(d) Un enfant de parents non mariés peut recevoir une allocation d'orphelin si son père décédé touchait au moment de son décès une allocation à l'égard de cet enfant. Les enfants de parents divorcés ou séparés ne bénéficient pas d'avantages semblables.

Coût de la réforme: \$72,000 par année.

(e) Le conjoint survivant ou l'enfant d'un bénéficiaire qui décède hors du Canada ne sont pas admissibles à une allocation de veuve ou d'orphelin s'ils ne répondent pas aux exigences précises de résidence au Canada.

Coût de la réforme: \$29,000 par année.

(3) Injustice relative à l'admissibilité

Les anciens combattants canadiens de la Première Guerre mondiale qui ont servi au Royaume-Uni seulement pendant moins de 365 jours avant le 12 novembre 1918 ne sont pas admissibles à une allocation d'ancien combattant.

Coût de la réforme: \$1,500,000 par année.

(4) Disparités entre les lois sur les AAC/AGC et la Loi sur les pensions

(a) Aucun organisme n'est chargé actuellement d'interpréter les lois et les règlements sur les AAC/AGC, tandis que la Loi sur les pensions, elle, en prévoit.

Coût de la réforme: Néant

(b) Contrairement à la Loi sur les pensions, la Loi sur les AAC ne prévoit aucune protection contre des poursuites judiciaires pour les fonctionnaires qui administrent la Loi et rendent des décisions à cet effet.

Coût de la réforme: Néant

(5) Disparités entre les lois sur les AAC/AGC et la Loi sur la sécurité de la vieillesse

(a) La Loi sur la sécurité de la vieillesse autorise le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à remettre, à sa discrétion, des trop-payés de SV dans des conditions particulières. Les lois sur les AAC/AGC n'accordent aucun pouvoir semblable.

Coût de la réforme: Néant

(b) La Loi sur la sécurité de la vieillesse stipule que nulle action en peut être prise pour recouvrer les trop-payés versés avant l'année financière qui précède l'année financière en cours, sauf dans les cas de fraude ou de fausse représentation. Les lois sur les AAC/AGC ne renferment aucune restriction quant aux mesures de recouvrement.

Coût de la réforme: Néant

- (c) Children between twenty-one and twenty-five years, on whose behalf allowances are paid, lose their status as dependent children if they become incapacitated to the extent that they cannot continue their education.

Cost to Correct: \$14,000 annually

- (d) A child of unmarried parents may be paid Orphans' Allowance if his/her deceased father received an allowance on the child's behalf at the time of his death. Children of divorced or separated parents are not extended similar benefits.

Cost to Correct: \$72,000 annually

- (e) Where a recipient dies outside Canada, unless his surviving spouse and child can meet specific Canadian residential requirements, they cannot qualify for an allowance as a widow or orphan.

Cost to Correct: \$29,000 annually

(3) An Eligibility Inequity

Canadian veterans of World War I, who served in the United Kingdom only for less than 365 days prior to November 12, 1918, are not eligible for WVA.

Cost to Correct: \$1,500,000 annually

(4) Disparities Between WVA/CWA Acts and the Pension Act

- (a) Whereas it is provided for in the Pension Act, there is no existing body responsible for providing interpretations of the WVA/CWA Acts and Regulations.

Cost to Correct: Nil

- (b) As opposed to the Pension Act, the WVA Act provides no protection from legal action against public servants engaged in the adjudication and administration of the Act.

Cost to Correct: Nil

(5) Disparities Between WVA/CWA Acts and the OAS Act

- (a) The OAS Act authorizes the Minister of National Health and Welfare to remit excess OAS payments on being satisfied as to specified conditions. The WVA/CWA Acts do not.

Cost to Correct: Nil

- (b) The OAS Act stipulates that no action may be taken to recover overpayments incurred prior to the fiscal year preceding the current fiscal year, except where fraud or misrepresentation is involved. WVA/CWA legislation permits recovery action without limitation.

Cost to Correct: Nil

(6) Other

- (a) There are four specific situations involving widowhood in which no effective appeal rights exist.

Cost to Correct: Nil

(6) Autre

(a) Il y a quatre cas de veuvage bien précis où aucun droit réel d'appel n'est prévu.

Coût de la réforme: Néant

(b) Les lois sur les AAC/AGC limitent à \$40 par mois le montant qui peut être déduit afin de rembourser une dette contractée en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Environ 70% des requérants d'une AAC qui habitent une maison de l'OEAAC doivent prendre des dispositions pour que des paiements supplémentaires soient versés à l'OEAAC.

Coût de la réforme: Néant

(c) Les lois sur les AAC/AGC exigent que toutes les nominations aux Autorités régionales (ARA) soient approuvées par le gouverneur en conseil. Or, la fréquence de roulement de personnel occasionne souvent de longs retards dans le traitement de ces présentations.

Coût de la réforme: Néant

(d) L'exemption de revenu tiré d'intérêts a été augmentée de \$25 par année à \$50 par année en 1961 et n'a pas changé depuis.

Coût de la réforme: \$132,000 par année.

(e) Il arrive parfois que des clients subissent une perte de prestations en raison de cas isolés de mauvais conseils. La Loi ne renferme aucune disposition pour réparer ce genre d'injustice.

Coût de la réforme: \$12,000 par année.

(f) L'octroi d'AAC/AGC, qui a toujours un effet rétroactif à la date de la demande, occasionne parfois le versement simultané d'AAC/AGC et de prestations provinciales d'assistance sociale. À l'heure actuelle, il n'y a aucune disposition de prévue pour rembourser la Province du trop-payé d'assistance sociale provinciale.

Coût de la réforme: Néant

SOLUTIONS DE REMPLACEMENT

3. Tous les points abordés dans la présente annexe sont directement liés aux lois sur les AAC/AGC et ne seront résolus qu'au moyen de modifications législatives. L'alternative est très claire: "modifier" ou "ne pas modifier". La solution de "ne pas modifier" a l'avantage d'éviter de nouvelle dépenses, mais elle continuerait de porter préjudice à environ 17% des bénéficiaires actuels et de priver de prestations quelque 2,270 anciens combattants et survivants. D'autre part, la modification des lois réduirait les injustices et supprimerait les disparités qui sont largement responsables des difficultés sociales et financières des personnes concernées ainsi que des reproches formulés par ces personnes et leurs avocats. La décision de "modifier" permettrait de corriger les inégalités entre les programmes, d'atténuer l'angoisse des bénéficiaires face aux trop-payés, d'élargir leurs droits d'appel et d'apporter des améliorations administratives importantes aux opérations de programme.

CONSIDÉRATIONS FINANCIÈRES

4. Bien que le coût annuel total de ces réformes s'élève à \$6,321,000, les coûts futurs seront moins élevés parce que: (1) les dépenses faites en vertu du Fonds de secours seront sensiblement réduites; (2) les affectations actuelles englobent le coût de tous

(b) WVA/CWA legislation limits the deduction that may be made to repay an indebtedness under Veterans Land Act to \$40 per month. About 70% of WVA applicants living in VLA homes must arrange for additional payments to VLA.

Cost to Correct: Nil

(c) WVA/CWA legislation requires that all appointments to District Authority (VADA) must be approved by Governor in Council. The frequency of staff changes results in numerous long delays in processing these submissions.

Cost to Correct: Nil

(d) The exemption of interest income was increased from \$25 a year to \$50 a year in 1961 and has remained unchanged since that time.

Cost to Correct: \$132,000 annually

(e) Occasionally, clients suffer a loss of benefits due to isolated instances of erroneous counselling. There is no provision in the Act to correct these injustices.

Cost to Correct: \$12,000 annually

(f) WVA/CWA awards which are always made retroactively to date of application, sometimes result in duplicate payments of WVA/CWA and Provincial Social Assistance. Currently, there is no authority to reimburse the Province for the resulting overpayment of Provincial Social Assistance.

Cost to Correct: Nil

ALTERNATIVES

3. All issues discussed in this Annex are rooted in WVA/CWA legislation and will be resolved only by legislative change. The options are clear-cut, "change" or "no change". The "no change" option has the advantage of avoiding new expenditures but would continue to discriminate against approximately 17% of the present recipient population and deny benefits to an estimated 2,270 veterans and survivors. Legislative change would, on the other hand, reduce inequities and eliminate disparities which have been a major source of social and economic discomfort to affected individuals and of critical representations from them and their advocates. The "change" alternative would correct inter-program disparities, ease recipient overpayment anxieties, extend their appeal rights and introduce significant administrative improvements in program operations.

FINANCIAL CONSIDERATIONS

4. While the total annual cost of correcting these issues would amount to \$6,321,000, future costs will be reduced because: (1) future Assistance Fund expenditures will be reduced significantly; (2) current appropriations include provision for the cost of all items except 2(1)(a), 2(2)(c), 2(2)(d), 2(2)(e) and 2(6)(e); and (3), each year an increasing percentage of clients will become eligible for OAS/GIS and a reduced WVA/CWA allowance. For these reasons, it is felt that the cost of items discussed in this Annex can be met out of current appropriation for 1980-81 and in subsequent years from Vote 5 "Veterans Services" which incorporates financial provisions for WVA/CWA.

FEDERAL-PROVINCIAL CONSIDERATIONS

5. Apart from item 2(6)(f), there are no federal-provincial implications within the issues discussed in this Annex, the WVA/CWA program being exclusively a federal matter. Item 2(6)(f) has been included to accommodate a request of the Province of Newfoundland.

les articles sauf 2(1)(a), 2(2)(c), 2(2)(d), 2(2)(e) et 2(6)(e); et que (3) chaque année, un plus grand nombre de clients deviendront admissibles aux prestations de SV/SRG et les AAC/AGC seront réduites. C'est pourquoi on estime que le coût des réformes énumérées dans la présente annexe peut être à même les crédits présentement affectés pour 1980-1981 et, dans les années suivantes, à même le crédit 5 "Services aux anciens combattants", lequel réunit les ressources financières d'AAC/AGC.

CONSIDÉRATIONS LIÉES AUX RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

5. Outre le point 2(6)(f), les points traités dans la présente annexe n'ont aucune portée fédérale-provinciale, car le programme des AAC/AGC relève exclusivement de la compétence fédérale. Le point 2(6)(f) a été inclus en réponse à une demande de la province de Terre-Neuve.

AUTRES CONSIDÉRATIONS

6. Si l'on arrive à égaliser les prestations qui sont versées aux bénéficiaires qui n'ont pas d'autre revenu et à ceux qui en ont, aux enfants de parents non mariés, séparés ou divorcés, et aux bénéficiaires veufs, qu'ils soient anciens combattants ou non, on éliminerait nombre d'injustices relatives au sexe, au statut et au revenu.

CONSULTATION MINISTÉRIELLE

7. Les fonctionnaires du Conseil privé, du Secrétariat du Conseil du Trésor, du ministère des Finances et du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social ont été informés des mesures à l'étude.

RÉCAPITULATION

8. La présente annexe est surtout centrée sur les injustices et les disparités découlant des restrictions législatives actuelles qui se sont accumulées au cours des ans. Elle précise les mesures correctives qui exigent des décisions de politique et indique les coûts qui s'y rattachent.

OTHER CONSIDERATIONS

6. Achievement of equalization of income benefits for recipients with/without other income, children of unmarried, separated or divorced parents and between widowed veteran recipients and widowed non-veteran recipients would correct a number of sex, status and income inequities.

INTERDEPARTMENTAL CONSULTATION

7. Privy Council, Treasury Board Secretariat, Department of Finance and Department of Health and Welfare officials have been informed of the measures under consideration.

RECAPITULATION

8. This Annex has focussed on inequities and disparities stemming from present legislative limitations accumulated over a period of time. It has identified corrective steps requiring policy decision and has set forth their related costs.

